



THÉMATIQUE : RENFORCER L'USAGE DES TRANSPORTS EN COMMUN

Intitulé de l'action

Appliquer la prise en charge à 50% du coût de l'abonnement des transports en commun

Objectifs

- Inciter à la pratique des transports en commun et augmenter le nombre d'usagers des transports en commun
- Répondre à l'obligation réglementaire de prise en charge de la moitié de l'abonnement

Description de l'action

Rappel : Un agent public qui emprunte les transports en commun pour se rendre à son travail depuis son domicile, bénéficie d'une prise en charge partielle du prix de son abonnement transport (50%).

Cette prise en charge s'applique également s'il utilise un service public de location de vélos. Cette prise en charge est assurée par son administration employeur.

- Les collectivités n'ayant pas mis en place cette prise en charge se trouvent dans l'obligation de le faire. Pour cela, recenser le nombre d'agents ayant recours aux transports en commun et communiquer sur cette obligation afin d'activer la prise en charge mensuelle (d'un montant de 50% sur le coût de l'abonnement) ;
- Une délibération n'est pas requise.

Agents concernés

Tout agent, qu'il soit fonctionnaire ou contractuel bénéficie de cette prise en charge partielle, sauf dans les cas suivants :

- Agent qui bénéficie d'une autre indemnisation ou d'un transport gratuit entre son domicile et son lieu de travail ;
- Agent logé par l'administration et qui n'a pas de frais de transport
- Agent disposant d'un véhicule de fonction

Titres de transports pris en charge

- Abonnements multimodaux à nombre de voyages illimité et abonnements annuels, mensuels ou hebdomadaires
- Abonnements à un service public de location de vélos

→ Les titres achetés peuvent entrer dans le cadre du nouveau forfait mobilité durable

→ A noter qu'actuellement, la prise en charge d'un abonnement de transports en commun ou d'un abonnement à un service de location de vélo sont donc éligibles à un remboursement à hauteur de 50% et cumulable avec le nouveau forfait mobilité durable.

Justificatif du titre de transport

- Pour les agents concernés, il est nécessaire de leur demander une attestation mensuelle ou annuelle de leurs titres d'abonnement

Conditions de prise en charge

- Le remboursement est réalisé tous les mois par l'employeur, même si l'agent dispose d'un abonnement annuel

Montant de la prise en charge

- Cette prise en charge de 50% est valable pour les agents à temps plein et pour ceux dont le temps de travail est égal ou supérieur au mi-temps. Pour les agents dont le temps de travail est inférieur au mi-temps, la prise en charge est réduite de moitié.

→ A noter que le montant de cette prise en charge doit figurer sur le bulletin de paie

Suspension de la prise en charge

- Cette prise en charge est suspendue dans les cas suivants :
 - Arrêt maladie ;
 - Congé de maternité ou d'adoption ;
 - Congé de paternité et de présence parentale ;
 - Congé de formation professionnelle ;
 - Etc.

• Pour les collectivités appliquant cette prise en charge, il est nécessaire de le rappeler aux nouveaux agents/contractuels, ou via une communication diffusée lors de la semaine de la mobilité (3ème semaine de septembre) ou lors de la semaine du développement durable (mai/juin) → se reporter à la fiche n°19

Renseignements :

- <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F12163>

INFORMATIONS :



Pilote(s) de l'action

- Services Ressources Humaines
- Services Finances



Partenaires

- Services Communication



Coût d'investissement

- Non renseigné

Coût de fonctionnement

- Calcul du nombre d'agents concernés et du montant mensuel versé
Ex pour un abonnement TransGironde CARS Interurbains à 400€ annuel : cela revient à 33.33€/mois soit un versement de 16.66€ de la collectivité.
Dans ce cas, pour 1 agent, le coût annuel pour la collectivité est de 200€

→ Avantage exonéré d'impôt et de charges sociales



Délais de mise en place de l'action

- Court terme (3 mois maximum)



Documents à remplir par les agents

- Demande de prise en charge (exemple en page 14 des annexes de la circulaire du 22/03/2011) – Facultatif
- Exemple en annexe

Rappel juridique

- Décret n°2010-676 du 21 juin 2010
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000022374455>
- Circulaire du 22 mars 2011
http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2011/03/cir_32777.pdf
- Code du travail : article L3261-2
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000006189675&cidTexte=LEGITEXT000006072050>

Bénéfices attendus

- Diminution du coût des trajets pour les agents
- Augmentation du nombre d'usagers des transports en commun : impacte le stationnement

Facteurs clés de succès

- Une bonne desserte en transports en commun des sites concernés

Indicateurs de suivi

- Nombre d'agents bénéficiant de la prise en charge
- Coût mensuel pour la collectivité



©Photo : Pays Barval_SD